

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

100 premiers jours du gouvernement : un bilan globalement satisfaisant

APRÈS avoir remis la veille au chef de l'État Ali Bongo Ondimba le rapport d'activités de l'équipe gouvernementale qu'il dirige, Alain-Claude Bilie-By-Nze a relevé, hier, à l'immeuble Arambo, la qualité du travail abattu par celle-ci trois mois et dix jours après sa déclaration de politique générale.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

C'EST un bilan globalement positif que le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a dressé, hier à l'immeuble Arambo, des 100 premiers jours d'activités de son gouvernement, face aux représentants de la presse nationale et internationale.

Un exercice assez inédit. Vu que de mémoire d'observateurs de la vie politique nationale, c'était la première fois qu'un Premier ministre se livre à un tel rituel trois mois et dix jours après sa déclaration de politique générale devant la Représentation nationale, jour à partir duquel a commencé l'évaluation de l'action de son équipe. De fait, a-t-il indiqué, travaillant en toute collégialité, le gouvernement "s'est attelé à accélérer les travaux en cours et à impulser une dynamique dans l'exécution de ses missions axées sur les résultats".

Ce qui s'est traduit, a-t-il précisé, par la poursuite de la mise en œuvre des projets initiés par ses prédécesseurs dans le cadre du Plan d'accélération de la trans-



Photo: Jocelyne Abila

Le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, face aux représentants de la presse nationale et internationale

formation (PAT). En mettant un accent particulier sur la matérialisation des douze (12) piliers qu'il avait énoncés, le 24 janvier dernier, face aux élus du peuple. Avec ceci que le gouvernement s'est attelé, dans le même temps, à gérer des événements imprévus à fort caractère social. Essen-

tiellement la gestion de la crise consécutive au naufrage de l'Esther Miracle le 9 mars dernier et la situation de pénurie en tout genre engendrée par l'éboulement survenu, dans la nuit du 23 au 24 décembre 2002, sur la voie ferrée entre les gares de Booué et Offoué.

Pour ainsi dire, l'action gouvernementale s'est arc-boutée principalement autour de ces trois axes. Avec à la clé, des réalisations concrètes et visibles sur le terrain. Notamment la réhabilitation de dix structures sanitaires à l'intérieur du pays, la livraison prochaine des travaux de l'hôpi-

tal de la Peyrie à Libreville. "À cela s'ajoute, la réception par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, de l'équivalent de deux ans de médicaments qui seront distribués dans l'ensemble des pharmacies et des centres hospitaliers de notre pays", a-t-il fait valoir.

De même, il a relevé l'avancée significative du Programme intégré d'alimentation en eau potable et d'assainissement de Libreville (PIAEPAL) et du Programme d'accès aux services de base en milieu rural (PABSMIR) dont les taux d'exécution, a-t-il avancé, se situent à plus de 50 % avec la livraison de plusieurs chantiers d'extension d'eau et de construction de nombreuses infrastructures.

Sur le plan politique, "le gouvernement a œuvré à la mise en place du bureau du Centre gabonais des élections. C'était une urgence au regard des échéances électorales à venir", a-t-il soutenu.

Pour autant, nonobstant ces réalisations, le locataire de l'Immeuble du 2-Décembre a reconnu la nécessité de fournir des efforts supplémentaires les 100 prochains jours, notamment dans le secteur de la route. Sous-tendu par l'ambition de "trouver le modèle économique approprié pour le financement des autres phases des travaux de la Transgabonaise, dont le taux d'exécution de la première phase est de 70 % et l'achèvement prévu en juillet prochain".

De même, a-t-il relevé, "le problème des effectifs pléthoriques dans les établissements de notre pays reste une préoccupation pour le gouvernement. Sur les 20 000 places annoncées pour cette fin d'année, en trois mois d'action, c'est 8 400 qui ont été déjà livrées. Le trimestre à venir annonce de belles perspectives car 6 000 places seront encore livrées conformément aux engagements du gouvernement."

Contrepoint

Les élections auront bien lieu cette année !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'E chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a déclaré hier que les élections, notamment la présidentielle, auront lieu cette année en fonction des dispositions constitutionnelles.

S'étonnant des craintes de certains, il a souligné que leur organisation devra tenir compte de la révision du Code électoral issu des assises de la Concertation des acteurs politiques, de la mise en place et de la révision de la liste électorale. "Sous peu,

le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, en charge du dossier, devra vous donner toutes les informations sur le démarrage du processus", a-t-il précisé.

D'ailleurs, c'est aujourd'hui qu'est prévue l'opération de lancement de révision de cette liste électorale sur toute l'étendue du territoire national. De ce fait, une rencontre entre la tutelle et les médias va se tenir ce vendredi en fin d'après-midi. Au terme de la dite opération, dans quelques semaines, le relais devra, selon les dispositions constitutionnelles, être repris par le Centre gabo-

nais des élections (CGE) dont les missions sont d'organiser et de rendre publics les résultats avant leur proclamation par la Cour constitutionnelle.

Dans cette optique, au titre des 100 jours depuis sa Déclaration de politique générale, Alain-Claude Bilie-By-Nze a mis à l'actif des résultats de son gouvernement, la mise en place du bureau du Centre gabonais des élections, dirigé par Michel-Stéphane Bonda. "Nous l'avons fait". C'est donc dire que jusqu'à lors, en 100 jours, l'équipe gouvernementale a déjà fait une partie du travail.

La conférence de presse d'hier aura donc servi d'occasion pour taire toutes les spéculations ayant trait à un éventuel report des scrutins présidentiel, législatifs et locaux. À ce jour, il est simplement question de mise en route d'un attelage qui devrait déboucher sur la tenue, pour la première fois dans notre pays, des élections générales.

Les doutes d'un éventuel report desdits scrutins ainsi levés, les acteurs du processus électoral sont appelés, chacun, à jouer leur partition.